



L'AMÉNAGEMENT DU LITTORAL MÉDITERRANÉEN FACE AUX RISQUES LIÉS À LA MER ET AUX INONDATIONS

17 DÉCEMBRE 2025

Jean-François Brunet, premier conseiller, CRC Occitanie

Alain Le Bris, premier conseiller, CRC Occitanie



Thème : analyser la prise en compte par les acteurs locaux (collectivités principalement, mais aussi les rapports entre CL et les services déconcentrés de l'État) des risques liés à la mer et aux inondations dans l'aménagement du littoral méditerranéen

Définition RPT de l'aménagement du littoral	Définition RPT des risques littoraux
Ensemble des politiques mise en œuvre pour encadrer ou infléchir les évolutions du territoire littoral	<p>Le risque est la conjugaison d'un aléa et d'un enjeu soit la probabilité d'occurrence de dommages compte tenu de l'intensité des aléas et de la vulnérabilité des enjeux exposés</p> <ul style="list-style-type: none">- inondation par débordement- inondation par ruissellement- Submersion marine- Tsunamis <p>Elle inclut, pour les besoins de l'enquête, les effets de la mobilité du trait de côte, aggravés par les conséquences attendues du changement climatique.</p>
<p>La Cour considère que le traitement des risques littoraux méditerranéens nécessite une approche globale et, là où les risques inondations et érosion côtière interagissent, la mise en œuvre d'actions cohérentes.</p> <p>Elle émet 7 recommandations.</p>	



Question 1 : Le littoral méditerranéen fait souvent la Une de l'actualité frappé par des phénomènes climatiques, événements cévenols ou méditerranéens, inondations, communes du littoral qui demandent l'état de catastrophes naturelles ... Le RPT souligne t'il cette dimension. Est-ce à dire que ce littoral se démarque ? Est-il particulièrement vulnérable ?

Question 2 : Quels constats en matière de connaissance des risques, la perception de la menace, d'informations disponibles ? La Cour identifie t'elle des leviers d'actions qui pourraient être davantage mobilisés ?

Question 3 : Du point de vue des juridictions financières comment faudrait-il organiser l'action publique locale dans les politiques d'aménagement du littoral?

Question 4 : Une estimation du coût est-elle possible ? Quelles sont les sources de financement identifiables? Qui va payer ?

Travaux restitués, 29 entretiens (ministères, associations, institutions, experts ...) et 28 contrôles des comptes et de la gestion. Le rapport s'est appuyé sur l'analyse des comptes de gestion des communes et EPCI du littoral méditerranéen afin d'en donner une vision consolidée. Il s'appuie aussi sur les travaux du CEREMA publiés en février 2024 sur la valeur foncière des biens exposés à l'érosion du trait de côte.



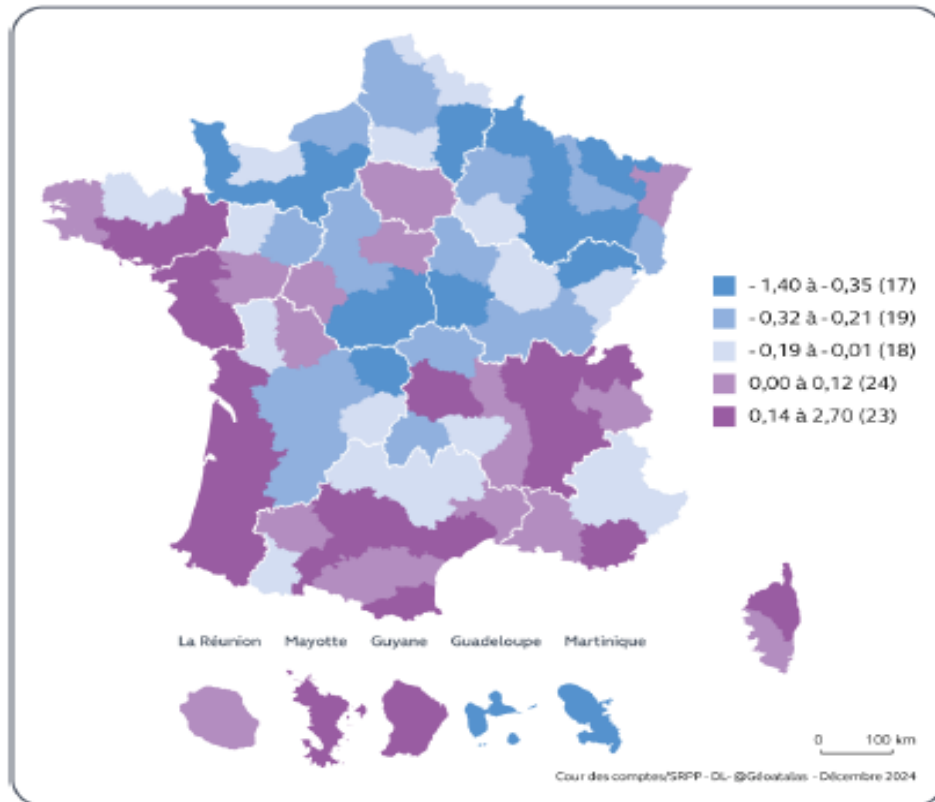
Question 1 : Le littoral méditerranéen fait souvent la Une de l'actualité frappé par des phénomènes climatiques, événements cévenols ou méditerranéens, inondations, communes du littoral qui demandent l'état de catastrophes naturelles ... Le RPT souligne t'il cette dimension. Est-ce à dire que ce littoral se démarque ? Est-il particulièrement vulnérable ?

- 1- Le littoral méditerranéen est attractif et accentue le processus de concentration des populations et des activités humaines
- 2- Le littoral concentre les risques et apparaît particulièrement vulnérable
- 3- Une exposition aux risques qui s'aggrave avec l'augmentation des températures du bassin méditerranéen



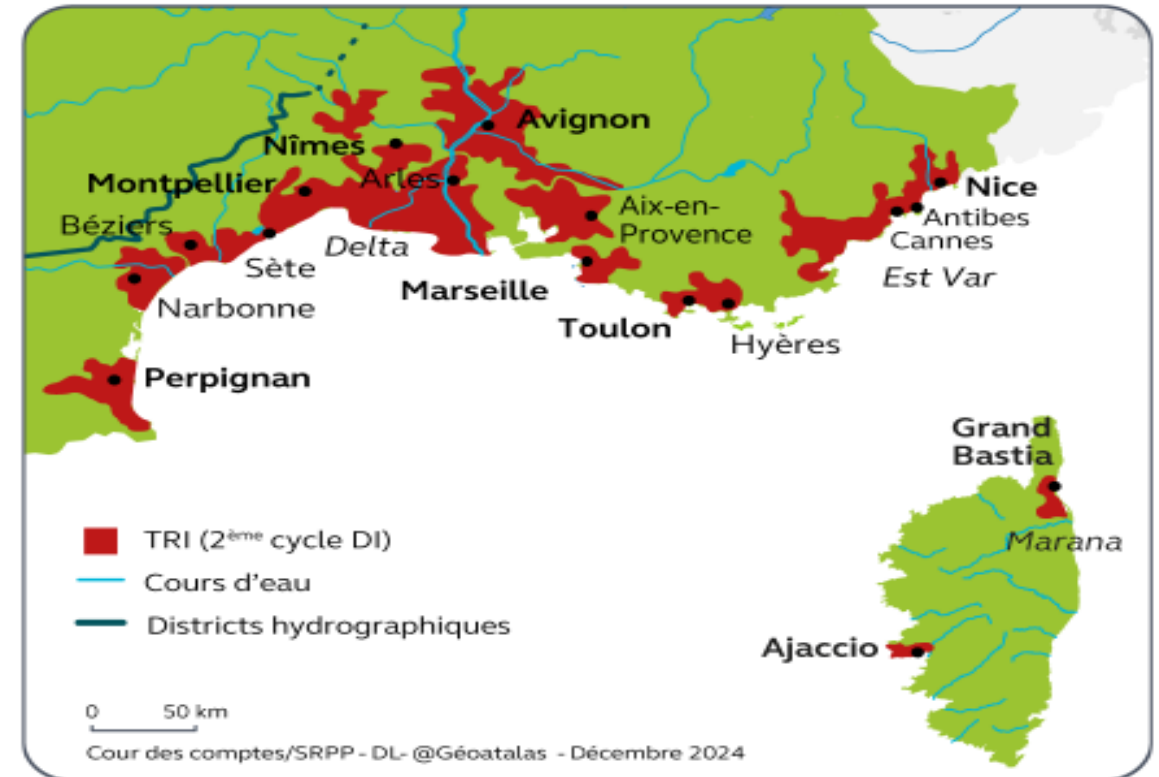
- 1- Le littoral méditerranéen est attractif et accentue le processus de concentration des populations et des activités humaines
- 2- Le littoral concentre les risques et apparaît particulièrement vulnérable

Carte n° 1 : taux d'évolution annuelle de la population projetée entre 2018 et 2070 (en %)



Source : Cour des comptes d'après données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires

Carte n° 3 : territoires à risques importants d'inondation

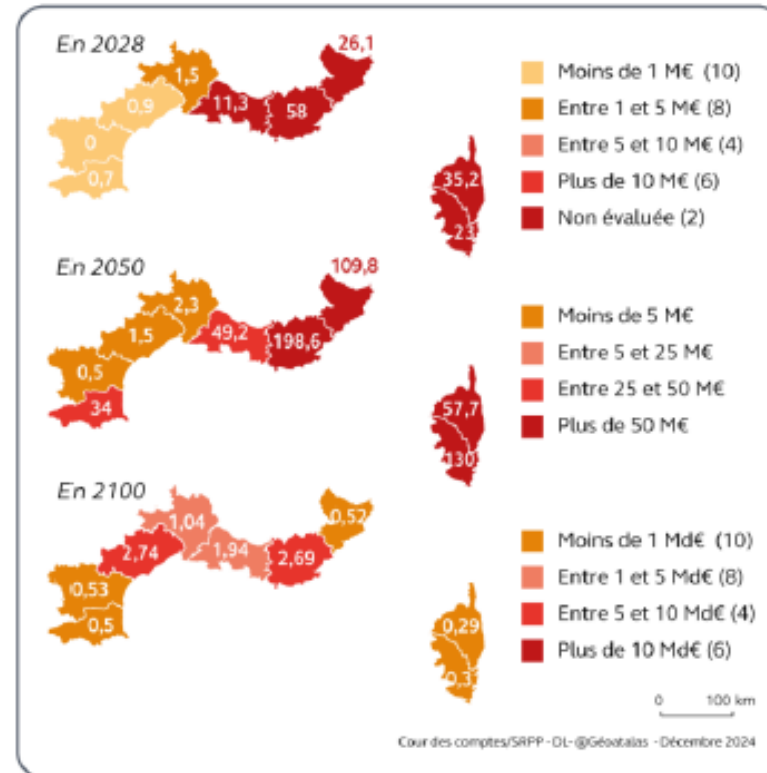


Source : Cour des comptes d'après les données de la direction de la prévention des risques (DGPR)



3- Une exposition aux risques qui s'aggrave avec l'augmentation des températures du bassin méditerranéen

Carte n° 2 : estimation de la valeur vénale des bâtiments (M€)
par département en 2028, des logements en 2050 et en 2100
suite à projection du trait de côte



Source : Cour des comptes d'après données de Cerema, études sur la projection du trait de côte et analyse des enjeux au niveau national, à 2028, horizons 2050 et 2100



Question 2 : Quels constats en matière de connaissance des risques, la perception de la menace, d'informations disponibles ? La Cour identifie t'elle des leviers d'actions qui pourraient être davantage mobilisés ?

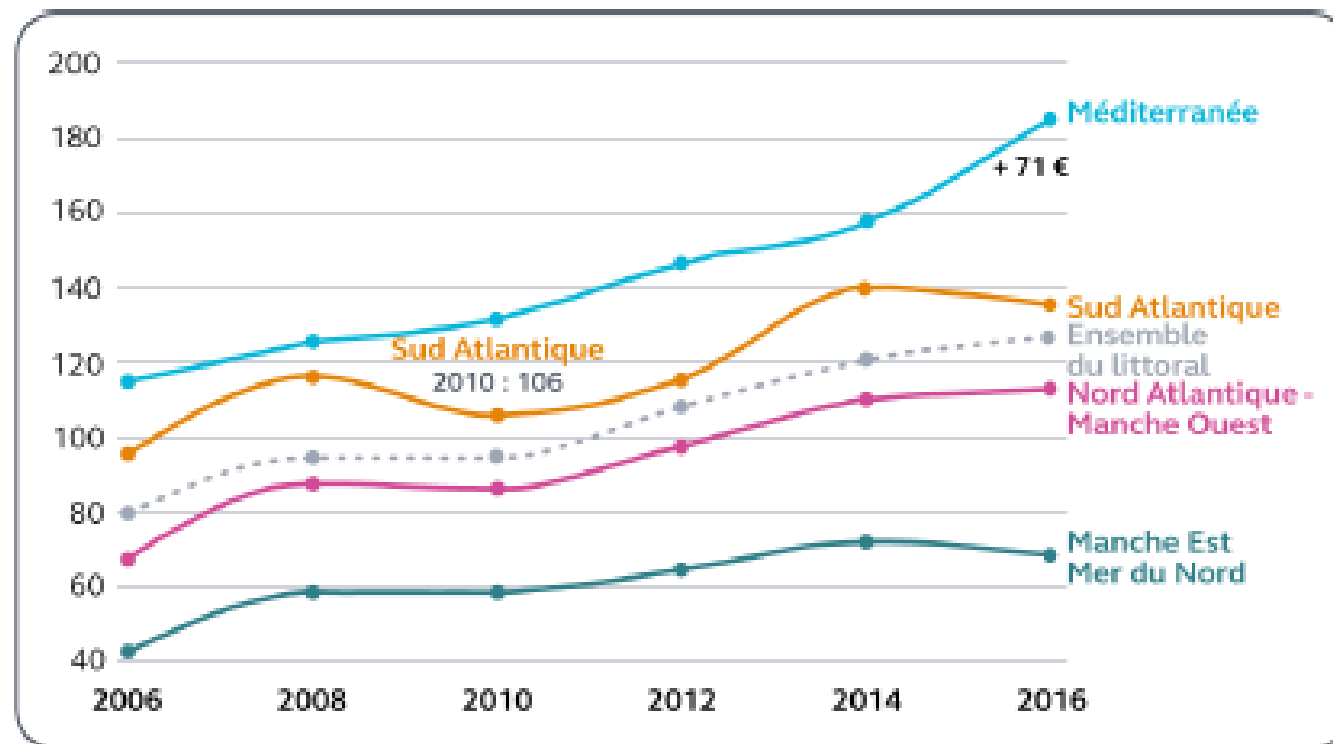
- 1- Les constats
- 2- Quelques chiffres
- 3- Une orientation forte : Ne plus fermer les yeux et prendre la pleine mesure des conséquences de la vulnérabilité alors que le système assurantiel sera dans l'impossibilité de faire face aux demandes de réparation

Question 2 : Quels constats en matière de connaissance des risques, la perception de la menace, d'informations disponibles ? La Cour identifie t'elle des leviers d'actions qui pourraient être davantage mobilisés ?

- 1- Les constats
- 2- Quelques chiffres
- 3- Une orientation forte : Ne plus fermer les yeux et prendre la pleine mesure des conséquences de la vulnérabilité alors que le système assurantiel sera dans l'impossibilité de faire face aux demandes de réparation



**Figure 1 : prix au m²
des terrains par façade maritime**



Source : SDES, EPTB 2006-2016, traitements SDES



- 3- Une orientation forte : prendre la pleine mesure des conséquences de la vulnérabilité alors que le système assurantiel sera dans l'impossibilité de faire face aux demandes de réparation

À 5 ans	En 2050	En 2100
156 M€	559 M€	11,4 Mds€
95 M€ en région Provence-Alpes-Côte d'Azur - principalement dans le Var-, 3,1 M€ en Occitanie et 58 M€ en Corse	Principalement concentrée dans les régions Provence- Alpes-Côte d'Azur (320 M€) et Corse (197 M€), Occitanie (42 M€)	5,8 Md€ pour Provence- Alpes-Côte d'Azur, 5 Md€ pour l'Occitanie et 688 M€ pour la Corse

Conséquence de la montée des eaux sur l'arc méditerranéen (valeur des biens soumis aux risques littoraux) Coût de la sinistralité



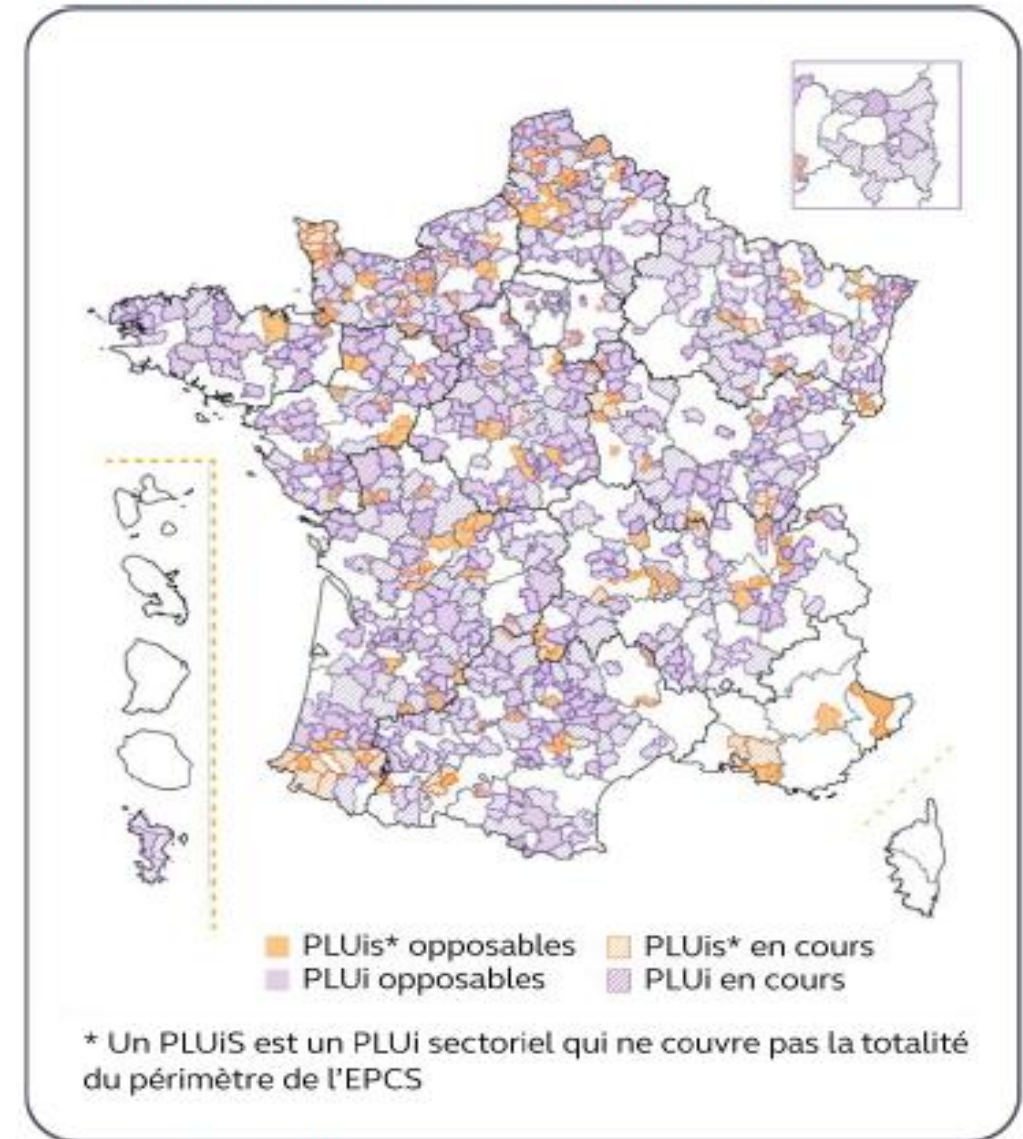
Question 3 : Du point de vue des juridictions financières comment faudrait-il organiser l'action publique locale dans les politiques d'aménagement du littoral ?

- 1- Une démarche qui se veut « volontariste »
- 2- La problématique de l'échelle pertinent de la planification de l'aménagement du littoral
- 3- Le levier du projet partenarial d'aménagement



Question 3 : Du point de vue des juridictions financières comment faudrait-il organiser l'action publique locale dans les politiques d'aménagement du littoral ?

- 1- Une démarche qui se veut « volontariste »
- 2- La problématique de l'échelle pertinent de la planification de l'aménagement du littoral



Source : DGALN, site data.gouv.fr



Question 3 (1) : Du point de vue des juridictions financières comment faudrait-il organiser l'action publique locale dans les politiques d'aménagement du littoral ?

- 1- Une démarche qui se veut « volontariste »
- 2- La problématique de l'échelle pertinent de la planification de l'aménagement du littoral

Tableau 3 : communes du littoral méditerranéen inscrites dans le décret liste du 29 avril 2022 modifié par décret n° 2024-531 du 10 juin 2024

Région	Département	Code INSEE	Commune
Corse	Corse-du-Sud		
	Haute-Corse	2B009	Aléria
		2B033	Bastia
		2B037	Biguglia
		2B042	Borgo
		2B077	Castellare-di-Casinca
		2B087	Cervione
		2B148	Lucciana
		2B307	Santa-Lucia-di-Moriani
		2B311	Santa-Maria-Poggio
		2B320	Tallone
		2B335	Valle-di-Campoloro

Occitanie	Aude	11145	Fleury
	Hérault	34108	Frontignan
		34154	Mauguio
		34301	Sète
		34332	Vias
		34337	Villeneuve-lès-Maguelone
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pyrénées-Orientales	66053	Collioure
		66212	Torreilles
	Alpes-Maritimes	6004	Antibes
		6059	Èze
	Bouches-du-Rhône	13004	Arles
		13022	Cassis
		13028	La Ciotat
		13055	Marseille
		13077	Port-de-Bouc
		13104	Sausset-les-Pins
	Var	83009	Bandol
		83019	Bormes-les-Mimosas
		83036	Cavalaire-sur-Mer
		83042	Cogolin
		83048	La Croix-Valmer
		83065	Gassin
Région	Département	Code INSEE	Commune
		83068	Grimaud
		83070	Le Lavandou
		83071	La Londe-les-Maures
		83101	Ramatuelle
		83112	Saint-Cyr-sur-Mer
		83115	Sainte-Maxime
		83119	Saint-Tropez
		83123	Sanary-sur-Mer
		83152	Rayol-Canadel-sur-Mer



Question 3 (2) : Du point de vue des juridictions financières comment faudrait-il organiser l'action publique locale dans les politiques d'aménagement du littoral ?

- 1- Une démarche qui se veut « volontariste »
- 2- La problématique de l'échelle pertinent de la planification de l'aménagement du littoral

Tableau 4 : communes non inscrites dans le décret n°2024-531 du 10 juin 2024 et qui ne disposent pas non plus d'un plan de prévention des risques littoraux (PPRL)

Régions	Département	Communes
Corse	Haute-Corse	San Nicolao
		Linguizzetta
	Corse-du-Sud	Bonifacio
		Appietto
		Sari-Solenzara
		Casaglione
Occitanie	Pyrénées-Orientales	Le Barcarès
Provence Alpes Côtes d'Azur	Alpes-Maritimes	Saint jean-Cap-Ferrat
		Vallauris
		Saint-Laurent-du-Var
		Théoule-sur-Mer
		Cap d'Ail
		Cannes
	Var	Hyères
		Toulon
		Saint Raphael



Question 4 : Quel coût ? Quelles sources de financement ?

- 1- La question de la « hauteur » du mur d'investissement
 - 2- Se préparer à des scénarios pour diminuer la vulnérabilité et ...
 - 3- Travailler à des solutions de financement adaptées aux réponses mises en œuvre
- Occupant du littoral : Entretien et restauration
 - Gemapien : Prévention et protection
 - Filiales foncières dédiées : Recomposition spatiale

**Tableau 2 : bâtiments et campings
qui pourraient être atteints par le recul du trait de côte (projections à
2050 et 2100)**

2050					
	Logements		Locaux activités		Campings
	Nombre	Valeur (en M€)	Nombre	Valeur en (M€)	Nombre
<i>Total Provence-Alpes-Côte d'Azur</i>	868	247,7	464	73,3	9
<i>Total Occitanie</i>	306	38,2	39	2,0	11
<i>Total Corse</i>	837	187,7	169	10,2	3
<i>Total Méditerranée</i>	2 011	473,6	672	85,4	23
<i>Total France Métropolitaine</i>	4 018	934,3	1 088	100,2	117
2100					
	Logements		Locaux activités		Campings
	Nombre	Valeur (en M€)	Nombre	Valeur	Nombre
<i>Total Provence-Alpes-Côte d'Azur</i>	22 189	5 152,2	4 438	707,2	49
<i>Total Occitanie</i>	30 007	4 822,0	2 017	204,2	138
<i>Total Corse</i>	3 101	607,5	657	80,1	28
<i>Total Méditerranée</i>	55 297	10 581,7	7 112	991,5	215
<i>Total France Métropolitaine</i>	429 356	84 280,0	53 158	7 056,7	979

Source : rapport d'étude « Projection du trait de côte et analyse des enjeux au niveau national » du Cerema de février 2024